



Paris, le 14 novembre 2008

RUPTURE DES NÉGOCIATIONS SALARIALES

Tous en grève le 28 novembre

QUELQUES CHIFFRES POUR COMPRENDRE L'INDÉCENCE DE LA CNCE

- ⇒ **0,4 %** d'augmentation salariale pour 2009 (0,8 % au 1^{er} juillet 2009)
- ⇒ Inflation 2009 (prévisions) = 2 %
- ⇒ Augmentation 2008 : en moyenne 0,8 % sur l'exercice
- ⇒ Inflation 2008 = 3 %.

Ajoutons les résultats prévisibles de l'exercice 2008 qui impacteront négativement les rémunérations aléatoires et variables (participation, intéressement, part variable). En guise de compensation, les dirigeants du Groupe « offrent » la possibilité aux entreprises de verser un complément d'intéressement de 800 € en moyenne, selon des modalités (nébuleuses) qui devraient être déterminées localement.

L'INJURE FAITE AUX SALARIÉS

Ces propositions patronales constituent **une véritable agression envers les salariés** des Caisses d'épargne. Comment nos dirigeants peuvent-ils traiter avec autant de mépris la question salariale ?

La situation est d'autant plus grave que les salariés sont fortement mis à l'épreuve par les troubles et les perspectives incertaines qui frappent le Groupe Caisses d'épargne :

- résultats en baisse
- chute du cours de ses filiales cotées (Natixis et Nexity)
- banalisation du livret A
- annonce de suppression de milliers d'emplois
- perte de 750 M€
- fusion de son organe central avec celui des Banques populaires
- démission contrainte de ses trois principaux dirigeants

En quoi les salariés devraient-ils faire les frais d'orientations hasardeuses prises collectivement par les dirigeants de nos entreprises ?

A cette injure s'ajoute le refus des nouveaux dirigeants de la CNCE de recevoir les Organisations syndicales, pas même pour une prise de contact. Pourtant, B. Comolet et A. Lemaire annonçaient en arrivant vouloir tourner la page. Manifestement les relations sociales ne devraient pas figurer au rang de leurs priorités ! Les salariés non plus.

ENGAGER LA RIPOSTE LE 28 NOVEMBRE

Les nombreux affronts faits aux salariés depuis des mois (rémunérations, conditions de travail, menace de suppressions de milliers d'emplois...) ne peuvent rester sans riposte.

Dans ce contexte, nos sept Organisations syndicales se sont accordées pour apporter à cette attitude inqualifiable de nos dirigeants la seule réponse possible : **LA GRÈVE !**

La prochaine réunion de négociation salariale est fixée le 28 novembre. Les dirigeants doivent pouvoir comprendre la colère et le « ras le bol » des salariés du Groupe. Seule la pression exercée par le personnel peut les ramener à la raison.

Nous lançons aujourd'hui un appel intersyndical à une grève le 28 novembre afin que chaque salarié puisse exprimer aux dirigeants du Groupe son refus catégorique de leur politique salariale.

ENGAGEONS UNE PREMIÈRE JOURNÉE DE MOBILISATION

EN CESSANT LE TRAVAIL LE 28 NOVEMBRE